

Sauf erreur, si le ministre des Finances a usé de faux-fuyants ces derniers jours, c'est qu'une politique n'a pas encore été arrêtée. En ce cas, monsieur l'Orateur, j'espère que le ministre se renseignera. A la suite de conversations avec des dirigeants d'autres fabriques de pneus au Canada, je crois savoir qu'ils ont énergiquement protesté contre le projet fédéral. Ils ont signalé que même si leurs entreprises ne sont que des filiales de sociétés établies ailleurs, il était injuste envers eux que la société Michelin puisse importer des pneus en franchise si eux-mêmes n'obtiennent pas le même droit. Je m'inquiète non pas d'injustices à l'égard d'autres sociétés, mais du fait même d'importer des pneus. En principe, il me paraît inopportun de permettre à Michelin ou à d'autres fabricants de pneus d'en importer en franchise alors que nos usines actuelles fonctionnent au ralenti.

Le gouvernement doit cesser d'user de faux-fuyants. Il doit dire sans ambages s'il a révoqué l'engagement qu'il a pris auprès de la société de pneus Michelin. Je l'espère. C'était au départ une décision peu sage. Les emplois de Canadiens ont plus d'importance que les souhaits de la société Michelin. Et je le dis étant parfaitement au courant des problèmes des travailleurs de la Nouvelle-Écosse, qui cherchent de l'emploi dans cette province. Quiconque connaît les niveaux de chômage dans la partie du Canada située à l'est de l'Outaouais ne peut que se préoccuper des intentions du gouvernement de fournir des emplois dans cette région. Mais si nous créons des emplois en Nouvelle-Écosse, ou ailleurs, aux dépens des gens qui ont actuellement du travail, cela ne va absolument pas aider les travailleurs du Canada en général. Tout ce que l'on fait, c'est déplacer le chômage d'une partie du pays à une autre, et ce, aux frais des contribuables. C'est une mauvaise tactique. J'exhorte le gouvernement à clarifier la situation. A-t-il annulé sa décision originale de permettre un libre accès au marché? Sinon, je supplie le ministre des Finances de s'engager à le faire, et ce, dans les plus brefs délais.

J'aimerais maintenant aborder le second aspect de l'affaire Michelin. Il s'agit de la déclaration récente du gouvernement américain comme quoi il allait imposer des droits de douane spéciaux sur les pneus fabriqués par Michelin et exportés aux États-Unis. Si c'est là une manifestation de la politique économique de M. Connolly à l'égard du Canada, les conséquences pour l'économie canadienne sont purement et simplement catastrophiques. Je mentionne cette question très prudemment, monsieur l'Orateur, car tout au cours de la dernière année des négociations canado-américaines sur le commerce, les Américains n'ont cessé de citer notre programme d'expansion économique régionale comme une des choses qui les irritaient. Cela pourrait annoncer le début d'une lutte économique importante par le gouvernement américain contre notre programme d'expansion économique régionale, qui intéresse les entreprises canadiennes qui cherchent des marchés d'exportation, et en particulier des marchés américains. Il est capital de savoir si c'est là un incident unique, ou si les États-Unis ne font que commencer par Michelin et ont l'intention d'appliquer leur politique à toutes les entreprises canadiennes qui exportent des marchandises aux États-Unis, où qu'elles soient situées? Le gouvernement a-t-il un plaidoyer solide à présenter.

J'estime que les objections des Américains dans l'affaire Michelin sont absolument fondées. Ils ont un argument valable, si ce qu'ils essaient de dire au gouvernement canadien est, en fait: «Vous établissez dans ce pays une entreprise qui n'existait pas à l'origine, et vous la

subventionnez fortement afin qu'elle produise des marchandises qui ne sont pas destinées au seul marché canadien.» Cet argument mérite qu'on s'y arrête. Les Américains semblent être de bonne foi, mais il y a un autre point qui me préoccupe de façon plus sérieuse. Si les Américains envisagent d'appliquer le même principe dans tous les cas d'expansion régionale, il faudra alors faire une distinction entre Michelin et les sociétés qui se trouvaient déjà au Canada et qui ont reçu des subventions uniquement pour se déplacer dans d'autres régions du pays. Aucun pays, pas plus les États-Unis qu'un autre, ne peut s'opposer à ce que ces sociétés reçoivent des subventions, si elles exportent aux États-Unis, parce qu'elles participent déjà à la production destinée à notre marché intérieur.

Il est grand temps que le ministre des Finances et le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) prennent quelques mesures d'intérêt public. Le ministre de l'Industrie et du Commerce nous a assurés qu'il avait fait preuve de diplomatie envers les Américains, au sujet du programme DISC et d'autres mesures. Je ne sais pas s'il a soutenu notre position sur le plan de l'expansion régionale, mais les deux ministres ont le devoir de définir clairement la politique du Canada, et de s'assurer que les Américains la comprennent bien.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, tous ceux qui ont été ministres des Finances comprennent fort bien leurs successeurs. C'est l'un des portefeuilles les plus difficiles à assumer, mais il est possible que mon successeur en l'occurrence reçoive du public canadien toute la reconnaissance qu'il mérite soit une immense reconnaissance. Nous ressentons tous une certaine compassion en voyant le ministre des Finances se lever pour faire son premier exposé budgétaire, sachant très bien que, quel que soit son contenu, qu'il soit fait de façon consciencieuse et humanitaire ou non, il ne peut manquer de faire l'objet d'attaques de la part de tous les partis de l'opposition. C'est donc avec une administration sincère que je félicite le ministre des Finances (M. Turner) pour le budget qu'il a présenté lundi soir. Ceux qui avaient mis en lui beaucoup d'espérances ont été récompensés. Il ne nous a point déçus. Tout comme la Chambre, il savait pertinemment que c'était le dernier budget avant les élections.

• (1530)

L'hon. M. Hees: Enfin, nous y arrivons!

L'hon. M. Sharp: Un ministre moins intelligent aurait peut-être choisi de faire des largesses pour s'assurer des votes. Au contraire, mon collègue a choisi une attitude responsable teintée d'humanité.

L'hon. M. Hees: John, c'est tout à fait votre scénario.

L'hon. M. Sharp: Selon ceux qui sont en mesure de juger, le Canada ne le cède à aucun autre pays du monde pour l'expansion économique et la lutte contre l'inflation. De fait, en 1971, ainsi que le ministre des Finances l'a signalé dans son discours du budget, la croissance du Canada, évaluée en rendement réel, a été la plus rapide des dix pays les plus industrialisés sauf le Japon, soit deux fois plus que celle des États-Unis. La hausse des prix a été chez nous plus faible que dans tout autre pays industrialisé. On a dit que si des Oscar avaient été adjugés aux pays qui ont fourni le meilleur rendement, nous en aurions obtenu un.